

CORSE : ENTRE REPLI ET MONDIALISATION

La situation en Corse serait-elle incompréhensible ? Les médias sont perdues. Elles étaient certaines du résultat du référendum. Et puis patatras... Il est vrai que les « analystes » aujourd'hui ne sont pas « marxistes ». Au contraire, ils en ont une aversion profonde. Car, pour comprendre quelque chose, il faut à la fois comprendre la situation internationale « d'émiettement », l'absence de l'Europe et surtout le contexte économique de cette Corse.

POURQUOI UN REFERENDUM ?

On ne comprendrait rien si l'on ne constatait pas quelles classes sociales dirigent la Corse depuis des décennies. La lutte des clans qui permettaient un partage de la Corse en zones d'influence relativement stables est bousculée à la fois par l'Europe et la mondialisation. Il y a trente ans, l'avenir de ces classes sociales claniques, c'était le partage des aides de l'Etat français associé à un tourisme essentiellement hexagonal. Aujourd'hui, « l'ouverture économique » peut faire entrevoir un Eldorado. En effet, il s'agit d'aller aujourd'hui en Corse pour s'apercevoir que l'île est convoitée par les multinationales du tourisme et de l'immobilier. Le marché touristique a explosé et les Italiens forment aujourd'hui presque la majorité. En faisant cette constatation, on notera alors que les « tutelles » peuvent devenir interchangeable. Y aurait-il plus d'intérêt à être rattaché à l'Italie qu'à la France ? Beaucoup y pensent... D'une certaine manière, les couches dirigeantes en Corse ont compris que la notion de citoyenneté était fort relative dans une économie mondialisée. Elles cherchent donc les solutions qui permettraient de cumuler tous les avantages : avantages d'être rattachée à l'Etat Français, avantages d'être dans l'Europe, avantages d'être une île du tourisme mondial. Et cela change tout ! Cela change le jeu politique, cela bouleverse les clans, cela change les rapports entre l'Etat Français et la Corse, cela change les « nationalistes ». C'est dans ce contexte qu'a eu lieu ce curieux référendum. C'est dans ce contexte qu'Yvan Colonna a été miraculeusement retrouvé...

La Corse se trouve au centre de choix « économiques » décisifs pour son avenir. Quels sont-ils ? Il suffit d'aller en Sardaigne pour comprendre. La Sardaigne est devenue une côte bétonnée du nord au sud avec un tourisme réservé aux milliardaires internationaux. Et cela donne des idées aux classes dirigeantes corses. Quel formidable investissement possible sur 250 kilomètres de côte pour les promoteurs immobiliers !... Quelle formidable manne pour à peine 200 000 habitants si le tourisme devenait high tech, peut être moins massif mais peuplé de milliardaires ! De tels perspectives aiguissent les appétits : celui des « clans », celui des « nationalistes » mais aussi celui des capitalistes internationaux.

D'où ce référendum qui souhaitait donner à la Corse une sorte de statut de TOM (Territoire d'Outre Mer). Pourquoi ? Dans un TOM, les lois françaises doivent être entérinées par l'Assemblée du Territoire pour qu'elles s'appliquent. Pour donner un exemple, prenons les îles Kerguelén. Ce TOM n'applique pas le droit du travail français, ce qui permet aux armements navals français de battre « pavillon Kerguelén » pour ne pas appliquer la législation du travail ! Pour la Corse, les buts de ce statut sur mesure étaient clairs : il faut déroger aux lois françaises sur la protection du littoral, entre autres !

DES RAPPORT DE FORCE QUI CHANGENT

Les « Clans » (Zuccarelli de père en fils à Bastia, Rocca Serra de père en fils à Porto Vecchio, etc..) ont compris un peu tard que leur « rente de situation » était très menacée, par cette mondialisation « sauce Corse ». Mais ils ne voient pas leur reconversion, ils s'accrochent à leurs prérogatives d'où leur appel à voter « non » au référendum. En un mot, ils souhaitent que la gestion de la Corse continue « comme avant » dans le giron de la République, leur conférant un règne sur un territoire garanti par la « légalité républicaine ». Oui à ce qui a toujours existé, non à l'aventure qui comporte un risque de redistribution des cartes.

L'Etat français, avec Sarkozy (mais aussi avec Jospin qui était le promoteur des « accords de Matignon ») était favorable au référendum pour deux raisons : d'une part, pour des raisons idéologiques de déréglementation de l'Etat, mais surtout parce que les capitalistes « français » (Bouygues le bétonneur, professionnels du tourisme pour riches) sont eux aussi sur les rangs de la Corse. Dans un contexte de stagnation économique, toute « ouverture » est bonne à prendre ! L'Etat français, en accord avec l'Europe souhaitait « débloquer » la situation en ouvrant la Corse à la mondialisation...Et pour que le meilleur gagne !

Quant aux « régionalistes » et autres « nationalistes », il a fallu qu'ils changent de stratégie. Cela ne s'est pas fait sans mal.. Il a fallu liquider physiquement ceux qui ne comprenaient rien à la nouvelle situation économique. Celle-ci pouvait remplir les caisses de leurs dirigeants autrement mieux que le trafic d'influence exercé auprès des investisseurs « français »... Ceux qui avaient employé des moyens violents pour avoir leur part « d'aides » devenaient des ringards. Tout l'entourage de François Santoni s'est fait arrêté, il y a quelques années alors qu'il prélevait « l'impôt révolutionnaire » sur un magnat du jeu possédant l'île au sud de Bonifacio. Santoni s'est fait liquidé par le clan « Talamoni » (responsable de Corsica Nazione, vitrine légale du FNLC-union combattante). Il est vrai que Santoni avait eu la dent dure dans un livre co-écrit avec Jean Michel Rossi (liquidé à l'île Rousse aussi) « Pour solde de tout compte ». Ils traitaient Talamoni et sa clique de « clan italien » compte tenu de ses relations avec la Ligue Lombarde.

Le nouveau statut arrivait à point : plus besoin de faire des attentats pour que « Nouvelles frontières » versent 2 ou 3 millions de francs. Non, avec ce nouveau statut, il suffit de contrôler les investissements à faire dans l'immobilier et le tourisme, voire à se partager les marchés pour gagner le jackpot (en étant à l'Assemblée territoriale). C'est pourquoi, mus par un même élan (le profit), les régionalistes et les nationalistes se retrouvaient dans une unité touchante pour dire un « oui » franc et massif !

UN COUAC D'ETAT : COLONNA

Tout aurait dû marcher comme sur des roulettes et les affairistes de tous bords (liés à l'Etat français, aux nationalistes corses ou aux multinationales) pouvaient déjà se frotter les mains. Malheureusement, c'était sans compter sans la connivence entre les « anti-mondialistes » présents dans l'appareil d'Etat et notamment parmi l'élite policière (pasquaïenne ou chevènementiste) et les « nationalistes intégristes» les plus obscurs. Il est clair que ceux qui avaient tué le Préfet Erignac ne souhaitaient pas que le « oui » l'emporte au référendum. Comment imaginer qu'un commando qui a tué le Préfet Erignac et qui voulait par ce geste « réorienter » politiquement le mouvement nationaliste contre l'Etat français (au lieu de se tuer les uns les autres au nom d'intérêts financiers de clans) laisse la Corse aux appétits mondialisés de la spéculation immobilière et du tourisme ? Car Yvan Colonna et ses « nationalistes » sont « désintéressés », eux... Car Yvan Colonna et ses nationalistes veulent une indépendance étriquée basée sur la terre (berger, un métier d'avenir ?), basée sur « identité », « la langue », etc.. Bref,

un repli « nationaliste » ! On comprend aisément qu'une côte bétonnée peuplée d'Américains, d'Anglais multimilliardaires ne soit pas la tasse de thé de ces « intégristes ». C'est pourquoi Colonna s'est rendu 2 ou 3 jours avant ce fameux référendum. Ce qui a bien arrangé les affaires des « nationalistes intégristes » et des « souverainistes » de l'appareil d'Etat policier français.

Cette arrestation est le résultat de convergences pour faire en sorte que le référendum soit planté ! Et le référendum soutenu par toute la classe politique française (sauf les souverainistes à Paris) et certains « nationalistes » corses a échoué. Le coup de Colonna fut un coup de maître.. mais tellement dérisoire.

MONDIALISATION DEMOCRATIQUE ?

Pourquoi dérisoire ? Parce que cette « mondialisation » est inéluctable tellement la pression pour « faire de l'argent » est forte. La « bétonnisation mondiale » va passer sans que les potentats locaux en aient les royalties . Ils étaient passés tellement près du jackpot ! ! Il faut aller vite, frapper fort. Dès lors, la reprise des attentats était évidente. C'est pourquoi, la réaction est violente et ciblée. Manifestement, on cherche le coup dur contre l'Etat, en s'attaquant aux gendarmeries. Même, le vieux Edouard Siméoni qui à Aléria, il y a trente ans, avait pris en otage des « arabes » reprend du service pour encercler la gendarmerie de Luri dans le Cap Corse. L'unité entre nationalistes corses est retrouvée, tandis qu'Yvan Colonna est oublié. Il a fait capoter la quête d'Eldorado, que l'Etat français le garde ! Mais si l'Etat français pouvait remettre sur la table un référendum ou une loi pour instituer le statut prévu par les « accords de Matignon », tout s'arrêterait.. évidemment !

Contre la mondialisation, il n'y a rien de pire que le « repli nationaliste ». Mais la mondialisation dirigée par des clans ou par des affairistes internationaux, non , merci ! Ce qui est intéressant dans ce microcosme qu'est La Corse, ce sont deux choses :

D'une part, que la moindre parcelle de terre sur la planète ne peut être un « territoire » en dehors de la mondialisation de l'économie.

D'autre part, que la question de la démocratie est aujourd'hui au cœur de cette mondialisation. Le capitalisme démontre qu'il surfe sur les particularismes les plus réactionnaires. La démocratie ne se réduit pas à l'avis des « autochtones », des nations...